

MISSION LOCALE DU LIBOURNAIS

Les berges de l'Isle
189 avenue du Maréchal Foch
33500 LIBOURNE
SIREN 377 855 994

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos au 31 décembre 2024

Aux membres de l'association MISSION LOCALE DU LIBOURNAIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE DU LIBOURNAIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne :

- La note « Changement d'estimation » de l'annexe aux comptes annuels qui expose le changement d'estimation comptable relatif au calcul des fonds dédiés au titre des contrats intégrés dans le dispositif « Contrat Engagement Jeunes » en cours à la clôture de l'exercice. Dans le cadre de notre appréciation

des principes comptables appliqués par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite.

- La note « Fonds dédiés » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les règles et méthodes comptables relatives au traitement des subventions d'exploitation et des fonds dédiés. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association, nous avons contrôlé la conformité des options prises, la cohérence des hypothèses retenues, revu les calculs effectués et nous nous sommes assurés qu'une information appropriée était donnée en annexe.

- La note « Engagements en matière de pensions et retraites » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation d'une provision pour indemnités de départ à la retraite. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association, nous avons contrôlé la cohérence des hypothèses retenues pour l'évaluation de ce passif, revu les calculs effectués et nous nous sommes assurés qu'une information appropriée était donnée en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou

résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 4 avril 2025

Le commissaire aux comptes
@COM AUDIT, représenté par
Jérôme COUTAND

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JCOUTAND', written over the printed name.

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions	28 182	27 770	412	4 422	-4 010
Installations techniques, matériel et outillage industriels	13 881	13 881	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	100 015	79 306	20 709	18 398	2 311
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	7 474		7 474	7 474	0
TOTAL (I)	149 552	120 957	28 595	30 294	-1 699
Stocks en cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances usagers et comptes rattachés					
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel					
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
. Autres	391 130		391 130	409 051	-17 921
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	886 659		886 659	947 848	-61 189
Charges constatées d'avance	3 777		3 777	3 479	298
TOTAL (II)	1 281 566		1 281 566	1 360 378	-78 779
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	1 431 114	120 957	1 310 161	1 390 672	-80 511

Bilan association (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise			
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Ecart de réévaluation			
. Réserves	141 063	141 063	0
. Report à nouveau	253 928	191 031	62 897
. Excédent ou déficit de l'exercice	91 170	62 897	28 273
SITUATION NETTE	486 161	394 991	91 170
Autres fonds propres			
. Fonds propres consommables			
. Subventions d'investissement	0	1 851	-1 851
. Provisions réglementées			
TOTAL (I)	486 161	396 842	89 319
Fonds reportés et dédiés			
Fonds dédiés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	171 796	296 851	-125 055
TOTAL (II)	171 796	296 851	-125 055
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques	20 640	32 857	-12 217
Provisions pour charges	175 669	175 669	0
TOTAL (III)	196 309	208 526	-12 217
Dettes			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 410	17 849	1 561
Dettes fiscales et sociales	415 217	410 711	4 506
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	21 268	59 894	-38 626
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	0	0	0
TOTAL (IV)	455 895	488 454	-32 559
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	1 310 161	1 390 672	-80 511

Compte de résultat association

Présenté en Euros

COMPTE DE RESULTAT	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
Produits d'exploitation				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. Ventes de prestations de services				
Produits de tiers financeurs	2 370 252	2 367 743	2 509	0,1
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	43 263	85 485	-42 221	-49,3
Utilisations des fonds dédiés	296 851	347 059	-50 208	-14,5
Autres produits	13 553	15 505	-1 952	-12,6
Total des produits d'exploitation (I)	2 723 919	2 815 791	-91 872	-3,2
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks de marchandises				
Autres achats et charges externes	458 586	439 219	17 263	3,9
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	134 275	117 576	16 699	14,2
Salaires et traitements	1 371 991	1 422 554	-50 564	-3,6
Charges sociales	484 479	466 677	17 802	3,8
Dotations aux amortissements sur immobilisations	14 252	17 237	-2 985	-17,3
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges	12 000	32 857	-20 857	-63,5
Report en fonds dédiés	171 796	296 851	-125 055	-42,1
Autres charges	9	5	5	95,8
Total des charges d'exploitation (II)	2 647 388	2 792 977	-147 693	-5,3
Résultat d'exploitation	76 531	22 814	53 717	235,5
Produits financiers				
De participations	11 764	2 901	8 863	305,5
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	11 764	2 901	8 863	305,5
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	0	0	0	
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)	0	0	0	
Résultat financier	11 764	2 901	8 863	305,5
Résultat courant avant impôts	88 295	25 715	64 684	251,5

Compte de résultat association (suite)

Présenté en Euros

COMPTE DE RESULTAT	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	1 923	38 839	-36 916	-95,0
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
QP des subventions d'investissement virée au résultat	1 851	2 017	-166	-8,2
Total des produits exceptionnels (IV)	3 774	40 855	-37 082	-90,8
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	898	3 674	-2 776	-75,5
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (IV)	898	3 674	-2 776	-75,5
Résultat exceptionnel	2 876	37 181	-34 305	-92,26
TOTAL DES PRODUITS	2 739 457	2 859 547	-120 090	-4,2
TOTAL DES CHARGES	2 646 182	2 796 651	-150 469	-5,4
EXCEDENT OU DEFICIT	91 170	62 896	28 273	45,0
Contributions volontaires en nature				
Dons en nature				
Prestations en nature	17 374	17 361	13	0,1
Bénévolat				
TOTAL	17 374	17 361	13	0,1
Charges de contributions volontaires en nature				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens	17 374	17 361	13	0,1
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL	17 374	17 361	13	0,1

Annexe aux comptes annuels

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.
 L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.
 Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 310 161 euros.
 Le résultat net comptable est un excédent de 91 170 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 11 mars 2025 par le conseil d'administration.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

La MISSION LOCALE DU LIBOURNAIS est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.
 L'association a pour objet de connaître et d'analyser les besoins et les demandes des jeunes de 16 à 25 ans en matière d'insertion sociale et professionnelle puis de conduire une action globale pour la remise en jeu économique et sociale de ces jeunes.

Pour ce faire, il lui appartient :

- D'accueillir, d'informer, de conseiller les jeunes, de les aider à bâtir un itinéraire qualifiant personnalisé et de les suivre dans la mise en œuvre de leur projet d'insertion sociale ;
- D'animer et de coordonner des actions qui concourent à la réussite de ces projets avec le souci d'une cohérence entre les aspirations professionnelles des jeunes et les possibilités du marché du travail, notamment en recherchant auprès des entreprises les possibilités d'accueil des jeunes, voire en contribuant à la création d'activités et d'entreprises ouvertes à la mise au travail des jeunes ;
- De procéder ou de faire procéder à l'évaluation des processus d'insertion professionnelle et sociale, à la confrontation des pratiques pédagogiques engagées dans les différentes formes de stages, à la communication des expériences et des acquis envers les divers partenaires ;
- De susciter une interrogation et un dialogue permanent entre toutes les forces vives du Libournais pour que se dessine un nouvel espace social pour le jeune dans ses rapports avec les institutions, dans ses possibilités d'accès au logement, à la santé, à la culture, dans ses relations avec le monde adulte ;
- D'une manière plus générale, de mettre en œuvre tous les moyens susceptibles de conduire, directement ou indirectement, à la réalisation des objectifs définis ci-dessus, y compris, le cas échéant, en élaborant ou en négociant elle-même des conventions visant à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- La subvention de l'Etat a baissé de 3% et celle du Département de 30% par rapport à l'année 2023.
- Arrêt des contrats CEJ pour l'année 2024 fin octobre car les objectifs étaient atteints. Cette situation a eu une incidence sur les fonds dédiés qui ont donc été diminués de manière conséquente.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

➤ REGLES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Comparabilité et continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31 décembre 2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement ANC n°2014-03 du juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 qui réforme le règlement CRC 99-01.

CHANGEMENT DE METHODE

Néant

CHANGEMENT D'ESTIMATION

Dans le cadre du dispositif « Contrat Engagement Jeunes », l'association constitue des fonds dédiés en considérant, pour les contrats toujours en cours à la date de clôture, une estimation de la durée de l'accompagnement. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, l'association a utilisé pour la 1ère fois un outil d'aide au calcul des fonds dédiés proposé par la plateforme I-MILO, outil d'interaction entre les missions locales, les services de l'Etat et les jeunes en accompagnement. Pour l'arrêté des comptes des exercices précédents, l'association utilisait un tableau EXCEL. L'impact de ce changement d'estimation est évalué à 14 k€.

➤ METHODES COMPTABLES

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Agencement des constructions	10 ans
Agencements, aménagements, installations	de 3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
Mobilier	de 5 à 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissements sont comptabilisées dans les autres fonds propres et font l'objet d'une reprise en résultat (résultat exceptionnel) à due concurrence des amortissements pratiqués sur les actifs financés.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Les engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite sont conformes aux obligations légales et réglementaires en matière en France et découlent de l'application du Code du Travail.

Les engagements de l'association en matière de retraite et d'indemnité de départ à la retraite, sont déterminés en appliquant une méthode tenant comptes des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses actuarielles.

Ces engagements font l'objet d'une provision comptable et leur montant est indiqué en annexe.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Départ à la retraite à l'âge de 60-64 ans (âge légal de départ)
- Turn-over faible
- Départ volontaire
- Taux d'inflation : 1%
- Taux d'actualisation : 3,35%

L'engagement retraite est comptabilisé en provision pour charges, au passif. Compte tenu des hypothèses ci-dessus, les engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite s'élèvent au 31 décembre 2024 à 175 669 euros.

CONTRAT ENGAGEMENT JEUNE

L'association a signé avec l'État une convention pluriannuelle d'objectifs, d'une durée de 4 ans allant du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2022, à effet de financer les coûts engagés par l'association dans le cadre du programme d'actions attaché au dispositif du « Contrat Engagement Jeunes ». Un avenant à cette convention pluriannuelle a été signé pour l'année 2023 et un nouvel avenant a également été signé pour l'année 2024. L'association a bénéficié d'une subvention de fonctionnement de 813 950 euros. La prestation d'accompagnement des jeunes par l'association dure 6 mois minimum à partir de leur date d'entrée dans le dispositif. Si, à la clôture de l'exercice, la subvention n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice au titre de la prestation d'accompagnement, l'engagement pris par l'association envers les jeunes est inscrit en charges sous la rubrique « engagements à réaliser sur ressources affectées » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».

Dans ce contexte, et pour faire concilier le produit de la subvention avec les charges supportées par l'association (salaires, location de salle, prestataire...), l'association constitue des fonds dédiés en considérant, pour les contrats toujours en cours à la date de clôture, une durée estimée « post période ».

Au 31 décembre 2024, le montant de la subvention inscrite dans les comptes en lien avec ce dispositif s'est élevé à 813 950 euros et les fonds dédiés correspondant s'élèvent à 158 336 euros. Cette somme a été déterminée en considérant le nombre de jeunes entrés dans le dispositif en 2024 et la date de leur entrée.

FONDS DEDIES

Les comptes annuels des associations et fondations doivent être établis conformément au Plan comptable général, sous réserve des adaptations rendues nécessaires par leurs spécificités. L'une des principales adaptations concerne les fonds dédiés qui sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard (règlement CRC 99-01, art. 3).

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Néant

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

Annexe aux comptes annuels (suite)**NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Actif immobilisé**

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 149 552 euros

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	130 720	12 553	1 195	142 078
Immobilisations financières	7 474			7 474
TOTAL	138 194	12 553	1 195	149 552

Amortissements et provisions d'actif = 120 957 euros

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	107 900	14 252	1 195	120 957
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	107 900	14 252	1 195	120 957

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette
Agén. installation/sol d'autrui	28 182	27 770	412
Installation à caractère spécifique	13 881	13 881	0
Matériel bureau & informatique	100 015	79 306	20 709
TOTAL	142 078	120 960	21 121

Etat des créances = 402 381 euros

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	7 474		7 474
Actif circulant & charges d'avance	394 907	394 907	
TOTAL	402 381	394 907	7 474

Produits à recevoir par postes du bilan = 391 130 euros

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	391 130
Disponibilités	
TOTAL	391 130

Charges constatées d'avance = 3 777 euros

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Annexe aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres = 486 161 euros

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	141 063				141 063
Report à nouveau	191 031	62 897			253 928
Excédent ou déficit de l'exercice	62 897	-62 897	91 170		91 170
SITUATION NETTE	394 991	0	91 170		486 161
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 851			1 851	0
Provisions réglementées					
TOTAL	396 842	0	91 170	1 851	486 161

Fonds dédiés = 171 796 euros

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture	Report	Utilisation	Transfert	A la clôture
. Contrat Engagement Jeune	272 120		272 120	158 336	158 336
. Conseil Régional – Escape Room Santé	21 710		21 710		
. Projet humanitaire	3 021	3 021			3 021
. Conseil Régional – PREVA'NA				2 000	2 000
. Taxe d'apprentissage				7 071	7 071
. MACIF – Ateliers CEJ				1 368	1 368
TOTAL	296 851	3 021	293 830	168 775	171 796

Provisions = 196 309 euros

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisation	Non utilisation	A la clôture
Provisions pour risques	32 857	12 000	24 217		20 640
Provisions pour charges	175 669				175 669
TOTAL	208 526	12 000	24 217		196 309

Les provisions pour risques et charges sont composées de provisions à caractère social pour 20 640 euros et de la provision pour engagement de fin de carrière pour 175 669 euros.

Etat des dettes = 455 896 euros

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	19 410	19 410		
Dettes fiscales & sociales	415 217	415 217		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	21 268	21 268		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	455 896	455 896		

Charges à payer par postes du bilan = 300 411 euros

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp.& dettes financières div.	
Fournisseurs	
Dettes fiscales & sociales	279 648
Autres dettes	20 763
TOTAL	300 411

Annexe aux comptes annuels (suite)**AUTRES INFORMATIONS*****Honoraires des Commissaires Aux Comptes***

	Montant
Honoraires TTC facturés au titre du contrôle légal des comptes	9 000
Honoraires TTC facturés au titre des Services Autres que la Certification des Comptes (SACC)	
TOTAL	9 000

Rémunération des dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué. En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Effectif moyen de l'exercice

Catégories de salariés	Salariés
Cadres	7
Agents de maîtrise & techniciens	
Employés	30
Ouvriers	
Apprentis sous contrat	1
TOTAL	38

Contributions volontaires en nature

Conformément au règlement ANC n°2018-06, nous avons procédé à la comptabilisation des contributions volontaires en nature.

Dans le cadre de son activité, l'association occupe des bureaux mis à disposition par différentes communes. La valorisation de ces contributions a été déterminée par les éléments communiqués par les communes accueillantes pour l'année 2024. En cas de non réponse, les contributions ont été valorisées à partir des éléments communiqués par ces mêmes communes sur les années antérieures.

Annexe aux comptes annuels (suite)

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 390 973 euros

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
Produits à recevoir (468700)	390 973
TOTAL	390 973

Produits constatés d'avance = 0 euros

Produits constatés d'avance	Montant
Produits constatés d'avance (487000)	0
TOTAL	0

Charges constatées d'avance = 3 777 euros

Charges constatées d'avance	Montant
Charges constatées d'avance (486000)	3 777
TOTAL	3 777

Charges à payer = 300 411 euros

Dettes fiscales et sociales	Montant
Dettes provisionnées /CP (428200)	108 830
Autres charges à payer (428600)	99 197
Organismes sociaux (438600)	47 382
Etat charges à payer (448600)	24 239
TOTAL	279 648

Autres dettes	Montant
Divers charges à payer (468600)	20 763
TOTAL	20 763